



L'honorable Lawrence MacAulay  
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire  
1341, chemin Baseline  
Ottawa (Ontario) K1A 0C5  
Par courriel au : [Lawrence.MacAulay@canada.ca](mailto:Lawrence.MacAulay@canada.ca)

Le 15 décembre 2017

Monsieur le ministre,

**Objet : Innovation en matière de gouvernance de politiques alimentaires et Conseil national de la politique alimentaire**

Nous, soussignés, souhaitons souligner l'importance d'une gouvernance solide pour *Une politique alimentaire pour le Canada* et unir notre voix à celle des personnes demandant un Conseil national de la politique alimentaire (CNPA), selon la proposition envoyée par un grand nombre de nos collègues le 2 octobre. Nous appuyons la création de ce nouvel organisme indépendant multipartite, qui réunirait des acteurs de tout le système alimentaire, notamment les gouvernements, des groupes de la société civile, des experts universitaires et des intervenants du secteur privé, pour assurer une surveillance constante, des conseils bien documentés et un soutien élargi des intervenants à l'égard d'*Une politique alimentaire pour le Canada*.

Le Conseil national de la politique alimentaire travaillerait proactivement avec ces diverses parties intéressées afin de contribuer de façon continue à la mise en œuvre d'*Une politique alimentaire pour le Canada*. Il permettrait tout autant d'établir une collaboration, de promouvoir et de coordonner des programmes, et de stimuler le changement auprès de ces différents intervenants, et ce, dans le but d'accélérer les progrès afin d'atteindre les objectifs de la politique alimentaire. L'idée d'un Conseil national de la politique alimentaire a été décrite maintes fois lors de consultations comme étant une innovation essentielle en matière de gouvernance qui pourrait aider à résoudre deux problèmes importants auxquels fait face notre système alimentaire : 1) l'absence d'un organisme spécialisé qui surveillerait et améliorerait la coordination entre les ministères et les ordres de gouvernement concernés par le secteur alimentaire et 2) un manque d'inclusivité dans la prise de décisions en matière d'aliments. Ces deux limites dans les ententes actuelles compromettent la cohérence des politiques et la prise de mesures efficaces, et contribuent à creuser l'écart entre les producteurs et l'industrie alimentaire du pays et le grand public canadien. S'il est bien mis en place, un tel conseil peut jouer un rôle clé pour orienter à long terme le Canada vers un système alimentaire économiquement robuste, innovateur et durable dans lequel tous les Canadiens peuvent jouir en totalité de leur droit de se nourrir sainement et dans lequel l'industrie peut s'épanouir.

**Le mandat**

Le CNPA viserait principalement à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre constantes d'*Une politique alimentaire pour le Canada* en portant une attention particulière à l'accroissement de l'uniformité dans les interventions stratégiques et à un meilleur dialogue parmi la diversité d'intervenants, par l'intermédiaire de la recherche et de la surveillance, de l'analyse comparative et de l'établissement d'objectifs, ainsi que de l'organisation d'ateliers, de conférences et de dialogues où la collaboration intersectorielle et intergouvernementale pourrait être bénéfique.

*Le CNPA permettrait plus particulièrement d'effectuer ce qui suit :*

1. Harmoniser l'objectif, l'expertise et les mesures dans le but de mettre en œuvre *Une politique alimentaire pour le Canada* dans tous les secteurs.

2. Conseiller les gouvernements sur des questions essentielles en matière de politique alimentaire au fur et à mesure qu'elles émergent, tout en s'assurant que les ministères conservent leur autorité indépendante pour accomplir leurs missions.
3. Travailler afin d'arriver à un consensus et à un engagement tout en favorisant les gains d'efficacité parmi divers groupes d'intervenants et d'acteurs gouvernementaux.
4. Fournir de la recherche et de l'expertise qui intègrent des données et des analyses provenant du système alimentaire afin d'éclairer l'élaboration de politiques gouvernementales.
5. Fournir périodiquement des forums de communication et d'échange d'information, comme des plateformes Web, des congrès et des ateliers.
6. Établir des points de repère afin de faire un suivi indépendant des progrès par rapport aux objectifs fixés dans la politique alimentaire canadienne.
7. Soutenir les intervenants aux prises avec des contraintes de ressources, permettant la participation inclusive dans les discussions pertinentes sur les politiques alimentaires.
8. Prendre l'initiative de mobiliser les intervenants afin de favoriser la coordination et l'harmonisation des activités, puis accélérer le rythme du changement vers les objectifs d'*Une politique alimentaire pour le Canada*.
9. Financer, éventuellement, des projets conformes aux objectifs de la politique alimentaire, lorsque les organisations privées et philanthropiques y consacrent des ressources adéquates et coordonnent leur soutien.

## Justification

Une gouvernance nationale des politiques alimentaires est importante pour divers acteurs du système alimentaire, et ce, pour différentes raisons.

- Les **acteurs de l'industrie** dans l'ensemble de la chaîne de valeur du système alimentaire demandent depuis longtemps une interface qui leur permettrait d'adopter des approches pangouvernementales pour explorer, comprendre et aborder les questions de politique qui ne se limitent pas qu'au domaine d'un seul ministère. De plus, les intervenants de l'industrie agroalimentaire du Canada continuent de s'attaquer au fossé qui se creuse davantage entre le Canadien moyen et la production de son alimentation. Le dialogue entre les intervenants concernés par la gouvernance d'une politique alimentaire nationale pourrait constituer une plateforme pour acquérir une compréhension commune et résoudre de façon proactive les préoccupations relatives à la confiance du public.
- Les acteurs de la **société civile** possèdent une expertise essentielle sur le terrain et fondée sur des faits dans des enjeux liés à la santé et la nutrition, à l'environnement, à la justice sociale et à l'équité, soit une gamme de facteurs qui pourraient être mieux intégrés dans l'élaboration des politiques. Les organisations et établissements de la société civile ont eu un accès limité aux processus de prise de décisions, malgré le fait qu'ils aient fréquemment fait face à des obstacles stratégiques compromettant leur propre efficacité et qu'ils aient régulièrement contribué aux consultations. Leur participation intégrale offre des occasions pour le gouvernement fédéral de stimuler l'innovation et d'utiliser ses ressources de façon plus efficace.
- Les **experts universitaires** apportent des recherches claires, indépendantes et examinées par les pairs regroupant de nombreuses disciplines de sorte à prévoir les enjeux stratégiques problématiques, à surveiller les répercussions, à évaluer les programmes et à s'assurer qu'une base de données vaste et interdisciplinaire contribue de façon constante aux politiques.
- Les **investisseurs** de tout genre souhaitent de plus en plus travailler avec les gouvernements, les collectivités, les entreprises et les organisations pour faire des investissements communs qui utilisent des preuves de répercussion pour favoriser la prise de décisions en matière d'investissement.

Les détails de la structure et de l'adhésion n'ont pas encore été tous précisés par les parties intéressées qui sont intervenues jusqu'à présent. Compte tenu de l'appui gouvernemental pour la proposition, nous nous engageons à poursuivre le dialogue au cours des prochains mois afin d'élaborer des options et des propositions plus détaillées.

Les signataires qui appuient cette proposition s'engagent à travailler avec le gouvernement pour s'assurer que le Canada est un chef de file non seulement en matière de production alimentaire, mais aussi en matière de politique alimentaire.

Veillez agréer mes salutations les plus sincères.

Membres du Le groupe de travail ad hoc sur la gouvernance des politiques alimentaires ainsi que les cosignataires :

Action contre la faim  
Alliance agricole du Nouveau-Brunswick  
Agricultural Producers Association of Saskatchewan  
Alberta Federation of Agriculture  
Alberta Food Matters  
Arrell Food Institute at the University of Guelph  
Association canadienne de la boulangerie  
Association pour le commerce des produits biologiques  
L'Institut canadien des politiques agroalimentaires  
Société canadienne du cancer  
Fédération canadienne de l'agriculture  
Fédération Canadienne des Épiciers Indépendants  
Conseil canadien de l'horticulture  
Conseil des viandes du Canada  
Cultivons Biologique Canada  
Alliance Canadienne de l'Horiculture Ornementale  
Conseil canadien du porc

Conseil canadien des transformateurs d'œufs et de volailles  
Association canadienne de la distribution de fruits et légumes  
Association canadienne des producteurs de semences  
Community Food Centres Canada  
Fondations communautaires du Canada  
Les diététistes du Canada  
Producteurs d'œufs du Canada  
Groupe ETC  
De la ferme à la cafétéria Canada  
Food and Beverage Manitoba  
Produits alimentaires et de consommation du Canada  
Parlons alimentation Manitoba  
Conseil de la transformation alimentaire du Québec  
Réseau pour une alimentation durable  
Food Secure Saskatchewan  
Helderleigh Foundation  
Inter Pares

Centre d'action de Maple Leaf pour la sécurité alimentaire  
Les Aliments Maple Leaf  
La Fondation McConnell  
Meal Exchange  
Fondation Metcalf  
Mushrooms Canada  
Réseau ovin national  
Newfoundland & Labrador Federation of Agriculture  
Fédération de l'agriculture de la Nouvelle-Écosse  
Ontario Federation of Agriculture  
PEI Federation of Agriculture  
PEI Food Security Network  
Producteurs de grains du Québec  
Fondation Sprott  
Sustain Ontario  
Tides Canada  
Travailleurs Unis de l'Alimentation et du Commerce  
USC Canada  
Coalition anti-pauvreté du Yukon



